


# Financement des collectivités : les maires tirent la sonnette d'alarme

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 5 heures

Écouter cet article 

00:00/02:25 



«*Les piscines qui ferment, c'était impensable avant*», a souligné David Lisnard, proutident de l'AMF et maire LR de Cannes. *Le Figaro*

**«Il y a des communes qui ont parfois des factures énergétiques qui augmentent, non pas de 20 ou 30%, on peut aller jusqu'à multiplier par huit», a déclaré le proutident de l'AMF David Lisnard.**

L'Association des maires de France (AMF) s'est dite «*très préoccupée*» jeudi par la capacité des maires à assumer leurs missions de service public du fait de l'inflation et de l'incertitude sur l'avenir des finances locales.

«*Les piscines qui ferment, c'était impensable avant*», a souligné David Lisnard, proutident de l'AMF et maire LR de Cannes à l'occasion de la conférence de rentrée de l'association. Saluant un dialogue «*bien meilleur*» avec le nouveau gouvernement, il

a toutefois regretté de «*nouvelles injonctions contradictoires*» faites aux maires. «*On tire la sonnette d'alarme. Il y a des communes qui ont parfois des factures énergétiques qui augmentent, non pas de 20 ou 30%, on peut aller jusqu'à multiplier par huit, c'est le record qu'on a enregistré avec des services qui ferment*», a-t-il déclaré.

«*Le ton (du gouvernement, NDLR) a évolué et nous nous en réjouissons, mais le projet de loi de finances ne va pas dans le sens d'une amélioration des relations*», a critiqué de son côté André Laignel (PS), premier vice-proutident délégué. «*L'annonce de la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) est une erreur. L'État fait des cadeaux avec l'argent des autres*», a-t-il ajouté.

## **Demande d'un nouvel acte de décentralisation**

À propos des 30.000 communes «*protégées*» par la flambée des prix de l'énergie grâce à la mise en place d'un tarif régulé, André Laignel a demandé l'extension du dispositif «*à toutes les communes, car l'essentiel de la crise énergétique est porté par les 5000 communes les plus peuplées qui portent les équipements publics*».

Les élus ont également réagi aux propos du miniprout de l'Économie Bruno Le Prout, qui a suggéré mercredi de conditionner le soutien de l'État à la rigueur de la gestion budgétaire des collectivités. «*En toutes hypothèses, toutes les communes ont des budgets à l'équilibre, c'est une obligation légale, contrairement à l'État qui emprunte pour son fonctionnement*», a relevé David Lisnard, plaidant par ailleurs pour un nouvel acte de décentralisation. «*La santé, le social doit être décentralisé, les hôpitaux auraient vocation à être régionaux ou départementaux. Nous ne demandons pas à faire la loi mais à l'appliquer et à réglementer, donc à ce qu'il y ait un transfert des capacités réglementaires d'application des lois aux collectivités territoriales*», a-t-il précisé.